1 Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKLIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 12 novembre 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "pris en exécution de l'article 11 de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du travail", et, le 27 novembre 1953, sur un amendement à ce projet, a donné le 30 novembre 1953 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e November 1953 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van artikel 11 van de wet van 29 Mei 1952, tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad", en de 27e November 1953 over een amendement op dit ontwerp, heeft de 30e November 1953 het volgend advies gegeven :

L'article 11 de la loi du 29 mai 1952 organique du conseil national du travail donne au Roi le pouvoir de modifier, par arrêtés délibérés en conseil des ministres, le texte des lois prévoyant la consultation de l'un des collèges visés à l'article 10, soit le Conseil supérieur du travail et de la prévoyance sociale, les conseils de l'industrie et du travail et le conseil paritaire général, que ce même article supprime et dont il remplace la consultation par celle du Conseil national du travail, ceci afin de mettre le texte de ces lois en concordance avec celui dudit article 10.

Le projet réalise la volonté du législateur sur ce point en ce qui concerne dix de ces lois.

Il omet de le faire en ce qui concerne la loi du 16 août 1887 portant réglementation du paiement de la rémunération des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail, dont l'article 3 décide que s'il y a, dans la localité où est établie une entreprise dont le patron sollicite l'autorisation de faire à ses ouvriers certaines fournitures à charge d'imputations sur le salaire, un conseil de l'industrie et du travail, celui-ci est appelé à donner son avis sur les conditions auxquelles l'autorisation doit être soumise.

En outre, le Conseil d'Etat fait observer que l'article 56 bis, 20°, de la Constitution range "les membres de conseils de l'industrie et du travail ... ayant été investis d'au moins deux

mandats, parmi les éligibles en qualité de sénateurs élus directement par le corps électoral". Le projet de déclaration actuellement soumis aux Chambres mentionne cet article 56 bis au nombre des dispositions constitutionnelles qui doivent faire l'objet d'une revision. Le législateur souhaite en effet sa suppression intégrale. Si cette suppression n'était pas admise par le constituant, le Gouvernement pourrait lui suggérer dans la rédaction du susdit 20° la suppression des conseils de l'industrie et du travail.

\+

\+ \+

Certaines dispositions des lois modifiées prévoient le délai dans lequel les organismes consultés devaient émettre leur avis. Le projet modifie ces dispositions pour les mettre en concordance, au point de vue de la syntaxe, avec les autres dispositions modifiées.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ces dispositions sont devenues sans objet, l'article 8 de la loi du 29 mai 1952 ayant fixé de manière générale le délai dans lequel le Conseil national du travail doit donner son avis lorsqu'il est consulté. Il apparaît, dès lors, plus expédient d'abroger les dispositions particulières.

\+

\+ \+

L'article 9 du projet modifie le 1° et abroge le 7° de l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 6 juillet 1949 concernant le logement des travailleurs dans les entreprises et exploitations industrielles, agricoles ou commerciales. En fait, c'est l'actuel 1° qui est abrogé , l'actuel 7° en prenant la place. Cet article 9 qui a pour effet de supprimer l'obligation pour le Roi de consulter le Conseil supérieur d'hygiène publique n'a pas de base légale. L'article 10 de la loi du 29 mai 1952 porte, en effet, que "dans les cas où la loi prévoit, en même temps que la consultation obligatoire de l'un des collèges visés aux alinéas précédents, celle du Conseil supérieur d'hygiène publique, la consultation de ce dernier n'est pas requise". L'expression "collèges visés à l'alinéa précédent" ne concerne pas le Conseil national du travail lui-même, mais les collèges qu'il remplace; or, l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 6 juillet 1949 prévoit la consultation obligatoire du Conseil national du travail et du Conseil supérieur d'hygiène publique, situation à laquelle la loi du 29 mai 1952 n'a pas entendu déroger.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose en outre d'apporter au dispositif du projet les modifications de forme et de présentation reprises au texte figurant ci-après.

.../...

Article 1er.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 4 de la loi du 30 juillet 1901 réglementant le mesurage du travail des ouvriers :

1° à l'alinéa 1er, les mots "des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail" sont remplacés par les mots "du Conseil national du travail".

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Article 2.-

L'article 12, alinéa 1er, de la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales est remplacé par la disposition suivante :

"Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 5, 6 et 7, le Roi prend l'avis :

1° du Conseil national du travail;

2° du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce.".

Article 3.-

L'article 15 de la loi sur le travail des femmes et des enfants est remplacé par la disposition suivante :

"Article 15.- Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 2, 4, 6 et 10 à 13 de la présente loi, le Roi prendra l'avis du Conseil national du travail.

Les arrêtés seront publiés au Moniteur belge.

.../...

Article 4.-

La loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures est modifiée comme suit :

1° à l'article 12, 2°, les mots "Conseil supérieur du travail" sont remplacés par "Conseil national du travail";

2° l'article 14, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 1er, 2, alinéa 10, 5, alinéas 1er à 4, et par les articles 6, 8 à 11 et 27, le Roi consultera :

1° les associations de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés;

2° le Conseil national du travail;

3° le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce.

Article 5.-

... (texte de l'article 4bis du projet du Gouvernement, introduit par voie d'amendement) ...

Article 6.-

... (texte de l'article 5 du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 7.-

A l'article 4 bis, alinéa 1er, inséré dans l'arrêté-lói du 14 mai 1946 relatif aux traitements et salaires, par l'arrêté-loi du 21 août 1946, les mots "d'une délégation du conseil paritaire général" sont remplacés par les mots "d'une délégation du Conseil national du travail".

Article 8.-

A l'article 19, alinéa 1er, de l'arrêté-loi du 25 février 1947 relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an, les mots "du conseil paritaire général" sont remplacés par les mots "du Conseil national du travail".

Article 9.-

La loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix, est modifiée comme suit :

1° à l'article 1er, alinéa 2, les mots "conseil paritaire général" sont remplacés par les mots "Conseil national du travail";

2° à l'article 5, alinéa 3, les mots "conseil paritaire général" sont remplacés par les mots "Conseil national du travail".

Articles 10 et 11.- ... (texte du projet du Gouvernement) ...

Artikel 11 van de wet van 29 Mei 1952 tot inrichting van de Nationale arbeidsraad machtigt de Koning, wijziging aan te brengen bij in ministeraad overlegde besluiten in de tekst van de wetten die het advies voorschrijven van een van de in artikel 10 genoemde colleges, te weten de Hoge Raad voor de arbeid en de maatschappelijke voorzorg, de nijverheids- en arbeidsraden en de algemene paritaire raad, welke hetzelfde artikel afschaft en welker advies het door dat van de Nationale Arbeidsraad vervangt, zulks ten einde de tekst van bedoelde wetten in overeenstemming te brengen met die van artikel 10.

Het ontwerp verwezenlijkt voor tien van deze wetten wat de wetgever in dit opzicht beoogt.

Het verzuimt dit te doen voor de wet van 16 Augustus 1887 tot regeling van de uitbetaling der bezoldiging van de bij een arbeidsovereenkomst verbonden werknemers ; artikel 3 van deze wet bepaalt dat, wanneer een nijverheids- en arbeidsraad bestaat in de gemeente waar een bedrijf gevestigd is, waarvan de patroon om machtiging verzoekt zijn werknemers bepaalde op het loon aan te rekenen leveringen te doen, deze raad zijn advies dient te geven omtrent de voorwaarden waaraan de machtiging moet worden onderworpen.

Bovendien merkt de Raad van State op dat artikel 56 bis, 20°, van de Grondwet "de leden van de nijverheids- en arbeidsraden ... die ten minste tweemaal met een mandaat werden belast" rangschikt onder de personen

. ./...

verkiesbaar tot senators die rechtstreeks door het kiezerskorps worden gekozen. Het ontwerp van verklaring dat thans bij de Kamers is ingediend, vermeldt artikel 56 bis onder de grondwetsbepalingen waarvan een herziening noodzakelijk wordt geacht. De wetgever wenst immers dat dit artikel volledig opgeheven wordt. Mocht de wetgever zich met de opheffing niet verenigen, dan kan de Regering hem wellicht de schrapping van de nijverheids- en arbeidsraden uit de tekst van bovenvermeld 20° in overweging geven.

\+

\+ +

Sommige bepalingen van de gewijzigde wetten schrijven de termijn voor binnen welke de om advies verzochte instellingen dit advies moeten geven. Het ontwerp brengt in die bepalingen wijziging aan ten einde ze, wat de syntaxis betreft, met de overige gewijzigde bepalingen te doen overeenstemmen.

Naar het oordeel van de Raad van State hebben die bepalingen geen reden van bestaan meer, aangezien artikel 8 van de wet van 29 Mei 1952 een algemene termijn heeft vastgesteld binnen welke de Nationale Arbeidsraad zijn advies dient mede te delen wanneer hij daarom verzocht wordt. Het lijkt dan ook beter de bijzondere bepalingen op te heffen.

\+

\+ +

.../...

Artikel 9 van het ontwerp brengt wijziging in 1° van artikel 3, eerste lid, van de wet van 6 Juli 1949 betreffende de huisvesting van de arbeiders in de nijverheids-, landbouw- of handelsondernemingen en -exploitaties, en heft 7° er van op. In feite wordt het huidige 1° opgeheven en treedt het huidige 7° in de plaats er van. Voornoemd artikel 9 dat de Koning enthoft van de verplichting het advies van de Hoge Gezondheidsraad in te winnen, heeft geen rechtsgrond. Artikel 10 van de wet van 29 Mei 1952 bepaalt immers dat "in de gevallen waarin de wet de verplichting oplegt tegelijk het advies in te winnen van een der in de voorgaande alinea's vermelde colleges en van de Hoge Gezondheidsraad, het advies van deze laatste niet meer vereist is ". De uitdrukking "in de voorgaande alinea's vermelde colleges" betreft niet de Nationale Arbeidsraad zelf, maar de colleges in wiens plaats hij treedt; artikel 3, eerste lid, van de wet van 6 Juli 1949 schrijft voor, het advies in te winnen van de Nationale Arbeidsraad en van de Hoge Gezondheidsraad, en van die toestand heeft de wet van 29 Mei 1952 niet willen afwijken.

\+

\+ \+

Voorts stelt de Raad van State in vorm en inkleding van de artikelen een aantal wijzigingen voor welke in de navolgende tekst zijn opgenomen :

.../...

Artikel 1.-

In artikel 4 van de wet van 30 Juli 1901 tot regeling van het vaststellen van de arbeid der werklieden worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "bevoegde afdelingen der raden van nijverheid en arbeid" door de woorden "Nationale Arbeidsraad" vervangen ;

2° het tweede lid vervalt.

Artikel 2.-

Artikel 12, eerste lid, van de wet van 17 Juli 1905 op de Zondagsrust in de nijverheids- en handelsondernemingen wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Bij de uitoefening van de bevoegdheden welke de artikelen 5, 6 en 7 hem toekennen, wint de Koning het advies in :

1° van de Nationale Arbeidsraad ;

2° van de Hoge Raad voor nijverheid en handel".

Artikel 3.-

Artikel 15 van de wet op de arbeid der vrouwen en kinderen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 15.- Bij de uitoefening van de bevoegdheden welke de artikelen 2, 4, 6 en 10 tot 13 van deze wet hem toekennen, wint de Koning het advies in van de Nationale Arbeidsraad.

.../...

De besluiten worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.".

Artikel 4.-

De wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en de acht-en-veertigurenweek wordt als volgt gewijzigd :

1° in artikel 12, 2°, worden de woorden "van de Hoge Arbeidsraad" vervangen door de woorden : "van de Nationale Arbeidsraad" ;

2° artikel 14, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Bij de uitoefening van de bevoegdheden welke de artikelen 1, 2, tiende lid, 5, eerste tot en met het vierde lid, en de artikelen 6, 8 tot 11 en 27 hem toekennen, wint de Koning het advies in :

1° van de verenigingen der betrokken bedrijfshoofden en arbeiders ;

2° van de Nationale Arbeidsraad ;

3° van de Hoge Raad voor nijverheid en handel.".

Artikel 5.-

... (tekst van het bij amendement ingevoegd artikel 4 bis van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 6.-

... (tekst van artikel 5 van het ontwerp der Regering) ...

.../...

Artikel 7.-

In artikel 4 bis, eerste lid, in de besluitwet van 14 Mei 1946 betreffende de wedden en lonen ingevoegd bij de besluitwet van 21 Augustus 1946, worden de woorden "van een afvaardiging van den algemenen paritairen raad", door de woorden : "van een afvaardiging van de Nationale Arbeidsraad" vervangen.

Artikel 8.-

In artikel 19, eerste lid, van de besluitwet van 25 Februari 1947 betreffende het toekennen aan de werknemers van loon voor een bepaald aantal feestdagen per jaar, worden de woorden "van den Algemenen Paritairen Raad" door de woorden : "van de Nationale Arbeidsraad" vervangen.

Artikel 9.-

De wet van 19 Augustus 1948 betreffende de prestaties van algemeen belang in vredestijd, wordt als volgt gewijzigd :

1° in artikel 1, tweede lid, worden de woorden : "Algemene Paritaire Raad" door de woorden : "Nationale Arbeidsraads" vervangen ;

2° in artikel 5, derde lid, worden de woorden : "Algemene Paritaire Raad" door de woorden : "Nationale Arbeidsraad" vervangen.

Artikel 10.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 11.-

Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	F.DUCHENE, F.VAN GOETHEM,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.